



REVUE LES TISONS

Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la Société



Revue indexée par

ESJI Eurasian
Scientific
Journal
Index
www.ESJIndex.org

<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

Revue LES TISONS, N° 0003 - juin 2025
e-ISSN: 2756-7532; p-ISSN: 2756-7524

REVUE LES TISONS

Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la Société



REVUE LES TISONS

Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la Société



Revue indexée par

ESJI Eurasian
Scientific
Journal
Index
www.ESJIndex.org

<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

Revue LES TISONS, No 0003, juin 2025
e-ISSN: 2756-7532; p-ISSN: 2756-7524

Revue LES TISONS, No 0003, juin 2025
<http://esjindex.org/search.php?id=6845>
<http://www.revuelestisons.bf>
revuelestisons.ujkz@gmail.com
lestisons@revuelestisons.bf
e-ISSN: 2756-7532
p-ISSN: 2756-7524
S/C Université Joseph KI-ZERBO
BV 30053 OUAGA 1200 Logements
10020 OUAGADOUGOU - Burkina Faso

Numéros déjà parus

Revue LES TISONS, No spécial mars 2025,
Actes des journées scientifiques FSHSE, ULSHSB ;
Revue LES TISONS, No spécial, janvier 2025 ;
Revue LES TISONS, No 0002, décembre 2024 ;
Revue LES TISONS, No 0001, Vol.1 et 2, juin 2024 ;
Revue LES TISONS, No spécial, Vol.1 et 2, janvier 2024 ;
Revue LES TISONS, No 0000, Vol.1 et 2, décembre 2023.

Présentation de la revue

Sous l'impulsion de M. Fatié OUATTARA, Professeur titulaire de philosophie à l'Université Joseph KI-ZERBO, et avec la collaboration d'Enseignants-Chercheurs et Chercheurs qui sont, soit membres du Centre d'Études sur les Philosophies, les Sociétés et les Savoirs (CEPHISS), soit membres du Laboratoire de philosophie (LAPHI), une nouvelle revue vient d'être fondée à Ouagadougou, au Burkina Faso, sous le nom de « Revue LES TISONS ».

Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la Société, la Revue LES TISONS vise à contribuer à la diffusion de théories, de connaissances et de pratiques professionnelles inspirées par des travaux de recherche scientifique. En effet, comme le signifie le Larousse, un tison est un « morceau de bois brûlé en partie et encore en ignition ».

De façon symbolique, la Revue LES TISONS est créée pour mettre ensemble des tisons, pour rassembler les chercheurs, les auteurs et les idées innovantes, pour contribuer au progrès de la recherche scientifique, pour continuer à entretenir la flamme de la connaissance, afin que sa lumière illumine davantage les consciences, éclaire les ténèbres, chasse l'ignorance et combatte l'obscurantisme à travers le monde.

Dans les sociétés traditionnelles, au clair de lune et pendant les périodes de froid, les gens du village se rassemblaient autour du feu nourri des tisons : ils se voient, ils se reconnaissent à l'occasion ; ils échangent pour résoudre des problèmes ; ils discutent pour voir ensemble plus loin, pour sonder l'avenir et pour prospecter un meilleur avenir des sociétés. Chacun doit, pour ce faire, apporter des tisons pour entretenir le feu commun, qui ne doit pas s'éteindre.

La Revue LES TISONS est en cela pluridisciplinaire, l'objectif fondamental étant de contribuer à la fabrique des concepts, au renouvellement des savoirs, en d'autres mots, à la construction des connaissances dans différentes disciplines et divers domaines de la

science. Elle fait alors la promotion de l'interdisciplinarité, c'est-à-dire de l'inclusion dans la diversité à travers diverses approches méthodologiques des problèmes des sociétés.

Semestrielle (juin, décembre), thématique au besoin pour les numéros spécifiques, la Revue LES TISONS publie en français et en anglais des articles inédits, originaux, des résultats de travaux pratiques ou empiriques, ainsi que des mélanges et des comptes rendus d'ouvrages dans le domaine des Sciences de l'Homme et de la Société : Anthropologie, Communication, Droit, Écologie, Économie, Environnement, Géographie, Histoire, Linguistique, Philosophie, Psychologie, Sociologie, Sciences politiques, Sciences de gestion, Sciences de la population, etc.

Peuvent publier dans la Revue LES TISONS, les Chercheurs, les Enseignants-Chercheurs et les doctorants dont les travaux de recherche s'inscrivent dans ses objectifs, thématiques et axes.

La Revue LES TISONS comprend une Direction de publication, un Secrétariat de rédaction, un Comité scientifique et un Comité de lecture qui assurent l'évaluation en double aveugle et la validation des textes qui lui sont soumis en version électronique pour être publiés (en ligne et papier).

Mode de soumission et de paiement

La soumission des articles se fait à travers le mail suivant : estisons@revuelestisons.bf; revuelestisons.ujkz@gmail.com.

L'évaluation et la publication de l'article sont conditionnées au paiement de la somme de cinquante mille (50.000) francs CFA, en raison de vingt mille (20.000) francs CFA de frais d'instruction et trente mille (30.000) francs CFA de frais de publication. Le paiement desdits frais peut se faire par Orange money (0022666006650, identifié au nom de OUATTARA Fatié), par Western Union ou par Money Gram.

Considération éthique

Les contenus des articles soumis et publiés (en ligne et en papier) par la Revue LES TISONS n'engagent que leurs auteurs qui cèdent leurs droits d'auteur à la revue.

Normes éditoriales

Les textes soumis à la Revue LES TISONS doivent avoir été écrits selon les NORMES CAMES/LSH adoptées par le CTS/LSH, le 17 juillet 2016 à Bamako, lors de la 38^e session des CCI.

Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.

Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction, Méthodologie, Résultats et Discussion, Conclusion, Bibliographie.

Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (ex : 1. ; 1.1. ; 1.2; 2.; 2.2.; 2.2.1; 2.2.2.; 3.; etc.).

Les passages cités sont présentés en romain et entre guillemets. Lorsque la phrase citant et la citation dépassent trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en romain et en retrait, en diminuant la taille de police d'un point.

Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante :

- (Initiale(s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur, année de publication, pages citées);
- Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées).

Exemples :

En effet, le but poursuivi par M. Ascher (1998, p. 223), est « d'élargir l'histoire des mathématiques de telle sorte qu'elle acquière une perspective multiculturelle et globale (...), d'accroître le domaine des mathématiques : alors qu'elle s'est pour l'essentiel occupé du groupe professionnel occidental que l'on appelle les mathématiciens (...) ».

Pour dire plus amplement ce qu'est cette capacité de la société civile, qui dans son déploiement effectif, atteste qu'elle peut porter le développement et l'histoire, S. B. Diagne (1991, p. 2) écrit :

Qu'on ne s'y trompe pas : de toute manière, les populations ont toujours su opposer à la philosophie de l'encadrement et à son volontarisme leurs propres stratégies de contournements. Celles là, par exemple, sont lisibles dans le dynamisme, ou à tout le moins, dans la créativité dont sait preuve ce que l'on désigne sous le nom de secteur informel et à qui il faudra donner l'appellation positive d'économie populaire.

Le philosophe ivoirien a raison, dans une certaine mesure, de lire, dans ce choc déstabilisateur, le processus du sous-développement. Ainsi qu'il le dit :

Le processus du sous-développement résultant de ce choc est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise globale : crise socio-économique (exploitation brutale, chômage permanent, exode accéléré et douloureux), mais aussi crise socio-culturelle et de civilisation traduisant une impréparation sociohistorique et une inadaptation des cultures et des comportements humains aux formes de vie imposées par les technologies étrangères. (S. Diakitè, 1985, p. 105).

Les sources historiques, les références d'informations orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur, pages (p.) occupées par

l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif. Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2nde éd.).

Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur :

AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan.

AUDARD Cathérine, 2009, *Qu'est-ce que le libéralisme ? Ethique, politique, société*, Paris, Gallimard.

BERGER Gaston, 1967, *L'homme moderne et son éducation*, Paris, PUF.

DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, « Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre », *Diogène*, 202, p. 145-151.

DIAKITE Sidiki, 1985, *Violence technologique et développement. La question africaine du développement*, Paris, L'Harmattan.

L'article doit être écrit en format « Word », police « Times New Roman », Taille « 12 pts », Interligne « simple », positionnement « justifié », marges « 2,5 cm (haut, bas, droite, gauche) ». La longueur de l'article doit varier entre 30.000 et 50.000 signes (espaces et caractères compris). Le titre de l'article (15 mots maxi, taille 14 pts, gras) doit être écrit (français, traduit en anglais, vice-versa).

Le(s) Prénom(s) sont écrits en lettres minuscules et le(s) Nom(s) en lettres majuscules suivis du mail de l'auteur ou de chaque auteur (le tout en taille 12 pts, non en gras).

Le résumé (200 mots maxi, taille 12 pts) de l'article et les mots clés (05) doivent être écrits et traduits en français/anglais.

Direction de publication

Directeur : Pr Fatié OUATTARA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

Directeur adjoint : Dr Moussa COULIBALY, Assistant, Économiste, Université Nazi Boni (Burkina Faso)

Secrétariat de rédaction

Secrétaire : Dr Noumoutiè SANGARÉ, Assistant, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

Membres : Dr Abdoul Azize SODORÉ, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Belé Alexis NÉBIÉ, Assistant, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Boubié BAZIÉ, MA, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Édith DAH, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Mathieu Belé DAÏLA, MA, Linguiste, Université de Dédougou (Burkina Faso);

Dr Paul-Marie MOYENGA, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Sampala Fati BALIMA, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

M. Jean Baptiste PODA, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

M. Lazard T. OUÉDRAOGO, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

M. Mahamat OUATTARA, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

M. Saïdou BARRY, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso).

Comité de lecture

Dr Abdoul Karim SAÏDOU, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Dr Aimé D. M. KOUDBILA, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr M. Alice SOMÉ/SOMDA, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Awa OUOBA, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso) ;

Dr Bouraïman ZONGO, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso) ;

Dr Calixte KABORÉ, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Cheick Bobodo OUÉDRAOGO, MC, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Clotaire Alexis BASSOLÉ, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Dimitri Régis BALIMA, MC, Communicologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Donatien DAYOUROU, MC, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Edwige DEMBÉLÉ, MA, Économiste, Université NAZI BONI (Burkina Faso);

Dr Étienne KOLA, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Évariste R. BAMBARA, MC, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Ézaïe NANA, IR, Sociologue, INSS/CNRST (Burkina Faso);

Dr Fernand OUÉDRAOGO, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Firmin GOUBA, MC, Philosophe, IPERMIC/Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Gaoussou OUÉDRAOGO, MC, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Georges ROUAMBA, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Gnininan Hervé COULIBALY, MA, Sociologue, Université Péléforo GON COULIBALY (Côte d'Ivoire) ;

Dr Hamado OUÉDRAOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Isidore YANOOGO, MC, Géographe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Issaka YAMÉOGO, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Jean-Baptiste P. COULIBALY, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Jérémi ROUAMBA, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Kalifa DRABO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Kassem Salam SOURWEIMA, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Dr Kizito Tioro KOUSSÉ, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Landry COULIBALY, MA, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Lassané YAMÉOGO, MA, Communicologue, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Dr Lassina SIMPORÉ, MC, Archéologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Léon SAMPANA, MC, Politiste, Université Nazi BONI (Burkina Faso);

Dr Léonce KY, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Madeleine WAYAK PAMBÉ, MC, Démographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Magloire É. YOGO, MA, Sciences de l'éducation, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Moussa DIALLO, Assistant, Philosophe, Centre universitaire de Manga, UNZ (Burkina Faso);

Dr Narcisse Taladi YONLI, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Noumoutié SANGARÉ, Assistant, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Ollo Pépin HIEN, CR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Pascal BONKOUNGOU, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Paul-Marie BAYAMA, MC, Philosophe, ENS de Koudougou (Burkina Faso);

Dr R. U. Emmanuel OUÉDRAOGO, MA, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Rasmata BAKYONO/NABALOUM, MC, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO ((Burkina Faso);

Dr Relwendé DJIGUEMDÉ, Assistant, Philosophe, Centre universitaire de Manga, UNZ, (Burkina Faso);

Dr Rodrigue BONANÉ, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Rodrigue SAWADOGO, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Roger ZERBO, MR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Serge SAMANDOULGOU, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés (Burkina Faso);

Dr Souleymane SAWADOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Stanislas SAWADOGO, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Tongnoma ZONGO, CR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Yacouba BANWORO, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Zakaria SORÉ, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Zoubere DIALLA, MA, Sociologue, Centre universitaire de Manga, UNZ, (Burkina Faso).

Comité scientifique international

Pr Abdoulaye SOMA, PT, Constitutionnaliste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Pr Abdramane SOURA, PT, Démographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Abou NAPON, PT, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Aklesso ADJI, PT, Philosophe, Université de Lomé (Togo);

Pr Alain Casimir ZONGO, PT, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Pr Alkassoum MAÏGA, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Amadé BADINI, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Augustin LOADA, PT, Politiste, Université Saint Thomas d'Aquin (Burkina Faso);

Pr Augustin PALÉ, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr B. Claudine Valérie ROUAMBA/OUÉDRAOGO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Bernard KABORÉ, PT, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Bilina BALLONG, PT, Philosophe, Université de Lomé (Togo);

Pr Bouma F. BATIONO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Cyrille KONÉ, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Cyrille SEMDÉ, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr David Musa SORO, PT, Philosophe, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire);

Pr Edmond Yao KOUASSI, PT, Philosophe, Université de Bouaké (Côte d'Ivoire);

Pr Emmanuel M. HEMA, PT, Écologue, Université de Dédougou (Burkina Faso);

Pr Emmanuel Malolo DISSAKÈ, PT, Philosophe, Université de Douala (Cameroun);

Pr Eustache R. K. ADANHOUNME, PT, Philosophe, Université Abomey Calavi (Benin);

Pr Fabienne LELOUP, Sociologue, Université Catholique de Louvain-Mons (Belgique);

Pr Fatié OUATTARA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Foé NKOLO, PT, Philosophe, Université Yahoundé I (Cameroun);

Pr Frédéric MOENS, Communicologue, IHECS, Bruxelles (Belgique);

Pr Gabin KORBÉOGO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Georges ZONGO, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso) ;

Pr Hamidou Talibi MOUSSA, PT, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger);

Pr Issiaka MANDÉ, PT, Historien, Université du Québec à Montréal (Canada);

Pr Jacques NANEMA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Jean-François DUPEYRON, PT, Philosophe, Université de Bordeaux (France);

Pr Jean-Marie DIPAMA, PT, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Jean-Claude KALUBI-LUKUSA, PT, Sociologue, Université de Sherbrooke (Canada);

Pr Jean-Pierre POURTOIS, PT, Psychopédagogue, Université de Mons (Belgique);

Pr Lassane YAMÉOGO, PT, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Léon MATANGILA MUSADILA, PT, Philosophe, Université de Kinshasa (RD Congo);

Pr Léopold Bawala BADOLO, PT, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Ludovic KIBORA, DR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso) ;

Pr Magloire SOMÉ, PT, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Mahamadé SAVADOGO, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Mamadou L. SANOGO, DR, Linguiste, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Pr Moukaila Abdo Laouali SERKI, PT, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger);

Pr Pierre G. NAKOULIMA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Ramane KABORÉ, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Sébastien YOUNGBARÉ, PT, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Amadou TRAORÉ, MC, Sociologue, Université de Ségou (Mali);

Dr Décaïrd KOUADIO KOFFI, MC, Philosophe, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire);

Dr Djédou Martin AMALAMA, MC, Sociologue, Université de Korhogo (Côte d'Ivoire);

Dr Emmanuel YAOU, MA, Sociologue, Université de Kara (Togo);

Dr Gérard AMOUGOU, MC, Socio-politiste, Université de Yaoundé II (Cameroun);

Dr Ibrahim KONÉ, MA, Philosophe, Université Peleforo Gon COULIBALY (Côte d'Ivoire);

Dr Idi BOUKAR, A, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger);

Dr Idrissa S. TRAORÉ, MC, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences de Bamako (Mali);

Dr Issouf BINATÉ, MC, Historien, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire);

Dr Jean-François PETIT, MC HDR, Philosophe, Institut catholique de Paris (France);

Dr Landry Roland KOUDOU, MC, Philosophe, Université Felix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire);

Dr Mouhamoudou El Hady BA, MC, Sociologue, Université Cheick Anta Diop (Sénégal);

Dr Mamadou Bassirou TANGARA, MC, Économiste, Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako (Mali);

Dr N'golo Aboudou SORO, MC, Lettres modernes, Université Alassane OUATTARA de Bouaké (Côte d'Ivoire);

Dr Oumar DIA, MC, Philosophe, Université Cheick Anta Diop de Dakar (Sénégal);

Dr Pierre-Étienne VANDAMME, Philosophe, Université Catholique de Louvain (Belgique);

Dr Raphael KONÉ, Ph. D, Historien, Université Cergy de Pontoise – EA7517 (France);

Dr Samuel RENIER, MC, Sciences de l'éducation, Université de Tours – EA7505 EES (France) ;

Dr Tiéfing SISSOKO, MC, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences de Bamako (Mali).

**Scolarisation des filles au prisme des pratiques
socio-sanitaires et agricoles dans la commune rurale
de Kignan (région de Sikasso, Mali)**

*Schooling of girls through the prism of socio-sanitary
and agricultural practices in the rural commune of
Kignan (Sikasso region, Mali)*

Soumission : 02/04/2025 - Acceptation : 24/06/2025

DOGONI Yacouba

Enseignant-chercheur

Université Yambo Ouologuem de Bamako
yacouba.dogoni@yahoo.fr

Résumé : Cet article documente les interactions entre la scolarisation des filles et les pratiques socio-sanitaires et agricoles. Le contexte sécuritaire instable marqué le terrorisme et l'influence des pratiques sociales, sanitaires et économiques constituent des défis importants pour la scolarisation des filles. Devenue une préoccupation majeure des autorités éducatives du pays, ces dernières œuvrent inlassablement dans l'amélioration du système éducatif malien, en général, l'éducation des filles, en particulier. Cependant, l'offre en éducation au Mali reste insuffisante. Basée sur une approche qualitative, la méthodologie de cette étude a consisté dans un premier temps, à faire de la recherche documentaire sur la scolarisation des filles. Dans un deuxième temps, des entretiens individuels et des discussions en groupes focaux ont été réalisés avec les informateurs clés. Dans un troisième temps, des observations ont été faites dans les écoles et les centres de santé. Les résultats montrent que les filles qui ont un rendement scolaire très satisfaisant sont les plus affectées par l'abandon scolaire au niveau du second cycle fondamental. Les principaux facteurs sont le mariage précoce, la gestion des menstrues et la production agricole.

Mots-clés : Gestion menstruelle, Kignan, Mariage précoce, production agricole, Scolarisation des filles.

Abstract: *This article documents the interactions between girls' schooling and socio-sanitary and agricultural practices. The unstable security context marked by terrorism and the influence of social, health and economic practices are major challenges for girls' schooling. This has become a major concern for the country's*

education authorities are working tirelessly to improve the Malian education system in general and girls' education in particular. However, the supply remains inadequate. Based on a qualitative approach, the methodology of this study consisted, firstly, in carrying out documentary research on girls' schooling. In the second stage, individual interviews and focus group discussions with key informants. Thirdly, observations were made in schools and health centers. The results show that girls with a very satisfactory academic performance are the most affected by dropping out of the second cycle of basic education. The main factors are early marriage, menstrual management and agricultural production.

Keywords: *Menstrual management, early marriage, agricultural production, girls' schooling, Kignan*

Pour citer cet article

DOGONI Yacouba, 2025, « Scolarisation des filles au prisme des pratiques socio-sanitaires et agricoles dans la commune rurale de Kignan (région de Sikasso, Mali) », *Revue LES TISONS*, Numéro 0003, juin, p. 501-516.

Introduction

Le respect des droits des femmes et des filles est une condition indispensable au développement de toutes les populations et doit aujourd'hui être défendu par toutes et tous (World Vision 2023). Bien que le respect des droits des femmes et des filles soit une condition essentielle pour garantir la contribution des femmes au développement et à la paix durable (ONU FEMMES 2022), de nos jours, il est une préoccupation mondiale, notamment en matière d'accès à une éducation de qualité pour les filles.

Affiché dans les Objectifs de développement durable (ODD), l'ODD 4 vise à assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et à promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. Toutefois, les crises sociales, politiques et sécuritaires qui sévissent dans le monde, constituent des obstacles à la scolarisation des filles.

Selon les données de l'UNESCO de 2023 présentées par A. Azoulay (2023), le nombre d'enfants et de jeunes non scolarisés a augmenté de 6 millions depuis 2021 et s'élève désormais à 250 millions. Pour l'auteur, les raisons de cette augmentation

sont entre autres l'exclusion massive des filles et des jeunes femmes et la constante stagnation des progrès de l'éducation dans le monde.

En effet, toute initiative visant à identifier davantage les facteurs sous-jacents du décrochage scolaire des filles est salubre. Ceci s'inscrit en droite ligne de la Constitution du 22 Juillet 2023. L'article 11 de ladite Constitution stipule que : « Tout citoyen a droit à l'instruction. L'enseignement public est obligatoire, gratuit et laïc. L'enseignement privé est reconnu et s'exerce dans les conditions définies par la loi ».

Dans cette perspective, l'éducation qui est un droit inaliénable des filles occupe une place prépondérante parmi les inquiétudes du moment. De nombreuses initiatives politiques, sanitaires et éducatives ont été entreprises au Mali en vue de maintenir les filles à l'école. Malgré cela, les pesanteurs traditionnelles et religieuses sur l'éducation des filles persistent. À celles-ci, S. Loua (2018) ajoute l'usage des textes juridiques qui légifère le mariage et des mesures administratives. En janvier 2012, le Code des personnes et de la famille est entré en vigueur, qui consacre l'âge du mariage pour les femmes à 16 ans contre 18 ans dans le précédent Code (AFP 2012).

Au Mali, le maintien des filles à l'école est un défi majeur pour les acteurs scolaires (l'État, les partenaires, les parents d'élèves et les comités de gestion scolaire). Le décrochage scolaire des filles est récurrent. J. Coulibaly (2022) avance que « le taux d'achèvement du second cycle par les filles est de 34,5% et 17,06% au secondaire ». Ce taux reste relativement élevé et se situe en deçà de l'ODD 4. Il impacte également le développement du pays entier. Les facteurs institutionnel, communautaire et sociétal sont associés à cet inachèvement du second cycle par les filles. En effet, d'après S. Loua (2021) d'autres attributs conjoncturels et sociaux sont énumérés dans la déscolarisation des filles comme l'insécurité. Et J. Coulibaly (2022) pense que les mœurs, les grossesses non désirées et mariages précoces contribuent à la déscolarisation des filles.

Dans la région de Sikasso, en général, la Commune rurale de Kignan, en particulier est considérablement touchée par la déscolarisation des filles. Selon le Bureau international

catholique pour l'enfance (BICE), 2022, la déscolarisation des filles s'aggrave au profit d'activités champêtres, la discrimination à l'égard des filles (BICE 2022). Pour la même source, cette dernière se traduit majoritairement par le mariage précoce (BICE 2022). Le mariage précoce en demeure le facteur préjudiciable au maintien des filles à l'école. D'après les données de l'Enquête démographique de santé (EDSM VI, 2018), 54% des filles au Mali sont mariées avant 18 ans et 16% sont mariées avant leur 15^{ème} anniversaire, contre seulement 2% de garçons qui se marient avant 18 ans (EDSM VI 2018). En 2018, la prévalence du mariage avant 18 ans était plus élevée dans les régions de Kayes (70.9%), Mopti (64.5%), et Sikasso (63.7%) (EDSM VI 2018). La Commune rurale de Kignan qui est située dans cette région n'échappe pas à cette réalité.

Face à cette situation, il est impératif de documenter les interactions entre la scolarisation des filles et ces pratiques qui constituent des défis importants dans la commune rurale de Kignan. Comment la scolarisation des filles interagit-elle avec les pratiques socio-sanitaires et économiques dans la Commune rurale de Kignan (Région de Sikasso, Mali) ? D'une façon spécifique, cette étude se demande, quels sont les effets des pratiques sociales et de santé sur la scolarisation des filles dans la commune rurale de Kignan ? En quoi la production agricole trouble-t-elle le maintien des filles à l'école dans la commune rurale de Kignan ?

Cette recherche vise, comme objectif principal, à documenter les interactions entre la scolarisation des filles et les pratiques socio-sanitaires et économiques dans la Commune rurale de Kignan (Région de Sikasso, Mali). Et, comme objectifs spécifiques, d'une part l'étude analyse les effets des pratiques sociales, sanitaires et économiques sur la scolarisation des filles dans la commune rurale de Kignan. D'autre part, elle démontre l'incidence de la production agricole sur le maintien des filles à l'école dans la Commune rurale de Kignan.

1. Méthodologie

Constituée administrativement de 15 villages dont Boukarila, Kignan, Kouna, Morila-Fansébougou et Sonflabougou où l'étude a été menée entre avril et mai 2024, la Commune rurale de Kignan est située dans le cercle de Sikasso. Elle est une Commune pauvre (IPC_2020=-0,03) et occupe le 96^{ème} rang régional (Groupe de suivi budgétaire 2022). L'économie de la commune est essentiellement basée sur l'agriculture qui est la principale activité de la population (Commissariat à la sécurité alimentaire 2005). Cette agriculture est pratiquée sur des terres moins fertiles. La pauvreté des terres est due à la dégradation de la couverture végétale et le non-respect des techniques culturales (Idem). Le commerce est peu développé (Idem).

L'approche qualitative a été privilégiée dans cette étude étiologique et analytique⁶³. Elle a permis de comprendre la relation entre les pratiques socio-sanitaires et économiques et la scolarisation des filles dans la Commune rurale de Kignan. Ce faisant des entretiens individuels et des discussions de groupe ont été réalisés avec un (1) conseiller communal, quatre (4) notables, quatre (4) conseillers du village, un (1) président du CGS⁶⁴, six (6) leaders femmes, six (6) leaders jeunes, un (1) conseiller pédagogique, un (1) directeur de médersa, un (1) coordinateur-directeurs d'écoles, un (1) représentant du directeur technique de centre (DTC) de santé, un (1) président de l'ASACO.

Au total, deux (2) groupes de discussions ont été organisés avec les leaders femmes et jeunes, et quinze (15) entretiens individuels ont été réalisés avec les cibles susmentionnées. Le tableau ci-dessous donne d'amples précisions sur les cibles et les types d'entretiens, ainsi que les types de services (éducation, santé, agricole et gouvernance).

⁶³ La recherche analytique est le processus de collecte, d'analyse et d'interprétation des informations afin de faire des déductions et de parvenir à des conclusions (Satter 2024).

⁶⁴ Le CGS est par définition le Comité de gestion scolaire.

Tableau 5: Caractéristiques des cibles

N°	Cibles	Nb	Entretiens	Services
1	Conseiller communal	1	Individuel	Gouvernance locale
2	Notables	4		Gouvernance chefferiale
3	Conseillers du village			Gouvernance chefferiale
4	Leaders femmes	6	Discussion de groupe	Agriculture
5	Leaders jeunes			
6	Président du CGS	1	Individuel	Éducation
7	Conseiller pédagogique			
8	Directeur de médersa			
9	Coordinateur-directeurs d'écoles			Santé
10	Représentant du DTC de santé			
11	Président de l'ASACO			

Source : Étude réalisée à Kignan, avril-mai 2024

2. Résultats

Cette étude a porté sur une analyse des interactions entre les pratiques socio-sanitaires et économiques et la scolarisation des filles dans la Commune rurale de Kignan (Région de Sikasso, Mali). Dans un premier temps, les effets des déterminants sociaux et de santé sur la scolarisation des filles sont analysés. Dans un deuxième temps, la production agricole qui occupe plus d'élèves à la fin et au début de l'année scolaire, limite la présence régulière des filles en classe.

2.1. Effets des pratiques sociales et de santé sur la scolarisation des filles

La scolarisation des filles dans la Commune rurale de Kignan connaît quelques balbutiements à cause de l'influence de certaines pratiques sociales et de santé. Ces pratiques sociales et de santé restrictives sont l'ensemble des actions

individuelles et/ou collectives qui font obstacle à la scolarisation des filles. Les principaux obstacles sociaux et de santé à l'éducation des filles dans cette commune sont naturellement le mariage précoce et le problème de gestion des menstrues.

2.1.1. L'obstacle social à l'éducation des filles à Kignan

Le principal obstacle social est le mariage précoce. Bien qu'ayant toujours existé au Mali, la promulgation du Code des personnes et de la famille en janvier 2012 a contribué à renforcer la célébration officielle du mariage des filles. Fixé à 18 ans dans l'ancien, le nouveau Code consacre l'âge du mariage pour les femmes à 16 ans (AFP 2012). À cet âge, de nombreuses filles se trouvent encore au second cycle fondamental. Ce code est utilisé comme un argument juridique par certains parents pour justifier le mariage de leurs filles.

Toutefois, les acteurs scolaires de Kignan ont manifesté leur inquiétude par rapport au mariage des filles scolarisées. À l'instar de plusieurs responsables éducatifs, un conseiller pédagogique au CAP de Kignan fustige les parents d'élèves pour leur attitude. D'après son constat sur les filles, « Les filles sont meilleures que les garçons à l'école. Mais, leurs parents contribuent à leur déscolarisation à cause du mariage précoce. Seulement 1% des filles d'ici passe au DEF » (IO, CAP de Kignan, entretien réalisé en mai 2024). C'est une situation qui s'explique par des contraintes sociales devenues une habitude et une obligation communautaires.

Un parent d'élèves argumente et se justifie : « C'est une obligation pour nous de déscolariser nos filles et les donner en mariage. Si nous ne le faisons pas, aucun autre parent n'acceptera de nous donner la sienne en mariage. C'est une forme de potlatch entre nous » (Parent d'enfant, entretien réalisé, à Sonflabougou en mai 2024). Autrement dit, celui qui donne, reçoit des autres au retour.

Toutefois, les membres de la communauté sont sensibles au cas des familles en déficience de filles. En cas de constat d'échange marginal, c'est-à-dire lorsque la famille qui reçoit n'a

pas de fille, ils peuvent aussi se réserver le droit de refuser les demandes de mariage de leurs filles en mariage. C'est un système social qui pénalise les filles scolarisées.

Si la prévalence du mariage précoce affecte l'éducation des filles dans la commune rurale de Kignan, il ne demeure pas le seul obstacle à la scolarisation des filles. Le problème de gestion des menstrues est une autre barrière au maintien des filles à l'école.

2.1.2. Les obstacles liés à la gestion des menstrues

Dans la Commune rurale, la situation des filles scolarisées est similaire. De nombreuses filles ont témoigné leur inquiétude pour la gestion de leurs menstrues. Plusieurs faits caractérisent cette situation. D'abord, l'accès à l'information sur les menstrues demeure préoccupant. D'après AT, élève en 8^{ème} année, « le principal problème est le manque d'information sur la gestion des menstrues. Les médias qui fournissent des informations sur la règle sont nos seuls informateurs. » (Entretien réalisé à Kignan en mai 2024). Ensuite, se pose avec acuité le problème de gestion des menstrues pendant les cours à l'école. Un groupe de filles scolarisées décrit une situation d'une de leurs collègues,

Un jour, avant la récréation à 9h45mn, une élève a été surprise par sa règle. Les fuites sanguines ont été importantes qui ont taché son pagne et le banc sur lequel elle était assise. Elle est restée collée à son banc jusqu'à midi. Quand elle s'est levée pour rentrer à la maison, les garçons se moquaient d'elle. Malheureusement, nous n'avons aucun autre pagne pour la protéger. Dès lors, elle n'est plus venue à l'école. Elle a abandonné l'école. Maintenant, elle s'est mariée à un migrant installé en ville. (Extrait d'un focus group avec les jeunes filles scolarisées à Kignan, FG réalisé en mai 2024).

Enfin, le manque d'infrastructures sanitaires dans plusieurs villages aggrave la situation des filles en termes de gestion des menstrues. Par exemple, Boukarila, Morila Fansébougou et à Sonflabougou sont des villages où la couverture sanitaire est

très faible. Des maternités rurales existent pour accueillir les femmes au moment de leur accouchement, mais les enseignements sur la santé de la reproduction, y compris la gestion des menstrues ne sont pas donnés aux filles. Or, « le Centre de santé communautaire (CSCoM) le plus proche se situe à 11km du village » (Jeune leader homme, entretien réalisé à Morila Fansébougou en mai 2024).

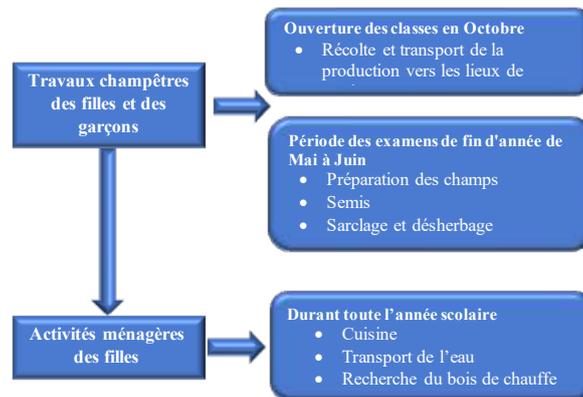
Dans la Commune rurale de Kignan, l'éducation des filles est inéluctablement troublée par des facteurs négligents (mariage précoce et problème de gestion des menstrues). Cependant, la part du poids de la production agricole dans les risques de décrochage scolaire des filles semble être déterminante.

2.2. Incidence de la production agricole sur le maintien des filles à l'école

La scolarisation des filles en milieu rural agricole en général, dans la commune rurale de Kignan en particulier est un défi et un enjeu pour le monde scolaire. Le principal défi est le maintien des filles à l'école dans un milieu agricole où les enfants occupent une place prépondérante dans la production. À Kignan, les enfants scolarisés sont considérés comme les bras valides agricoles pour leurs parents, ils (filles et garçons scolarisés) sont impliqués à différents niveaux de la production (labour, semis, sarclage ou désherbage, récolte, transport de la production du champ au lieu de stockage).

En plus des travaux champêtres, les filles sont souvent occupées dans les activités ménagères (la cuisine, le transport de l'eau, la recherche du bois de chauffe). La réalisation de ces activités coïncide avec la rentrée scolaire et la période des examens en fin d'année. La figure ci-dessous explique le processus d'utilisation des enfants scolarisés dans les champs. Elle met en relation deux périodes distinctes qui marquent l'ouverture des classes en Octobre et la période des examens de fin d'année entre mai et juin.

Figure 8 : Schéma illustratif du processus d'utilisation dans les champs



Les occupations champêtres et ménagères sont les causes factuelles du retour tardif de nombreux élèves à l'école à l'ouverture en octobre et du retard répétitif d'un nombre important de filles dans les classes. Elles expliquent aussi leurs échecs aux examens de fin de cycle. AD est un directeur d'école qui regrette cette situation en estimant :

L'agriculture est la principale activité exercée par les populations de la commune. C'est une vocation qui a des effets indésirables sur l'apprentissage des élèves des filles comme des garçons. Dans une année normale, les écoles s'ouvrent en octobre. Cette période coïncide avec les récoltes qui sont des facteurs de rétention des enfants scolarisés dans les champs par leurs parents jusqu'à la fin des récoltes. Quand ils reviennent à l'école, cela trouve que les autres apprenants sont très avancés dans les programmes. En mai encore, au moment où la préparation des examens de fin d'année bat son plein, les mêmes élèves sont réquisitionnés par leurs parents pour la préparation des champs, le labour et le semis. Cette situation provoque un faible rendement de nos élèves et contribue à l'échec de nombreux élèves. (IO, conseiller pédagogique, entretien réalisé à Kignan en mai 2014).

L'utilisation des élèves dans les champs résulte des facteurs sous-jacents structurels comme conjoncturels. Il s'agit de la situation géographique des écoles, l'insuffisance des moyens de production agricoles et l'insuffisance de personnel enseignant qualifié. La situation géographique de certaines écoles, comme celle de Morila Fansébougou, favorise le maintien des élèves au champ. Ce village est situé sur deux rives du marigot. Située sur l'autre rive, les élèves éprouvent des difficultés à traverser le marigot en période de crue. Un jeune leader (ST) dudit village estime qu'« en cas de forte pluie, les élèves se trouvant de notre côté de la rive ne peuvent pas traverser le marigot pour aller à l'école à cause de la hausse du niveau de l'eau pluviale. Cela est une difficulté. » entretien réalisé à Morila Fansébougou en mai 2024). Comme ce fut le cas souvent pendant l'hivernage, alors les parents amènent ces élèves dans le champ jusqu'à la décrue du marigot.

Certains prétextent que l'utilisation des élèves dans les champs est due à l'insuffisance de moyens et d'équipements pour la production (AS, conseiller du village et membre du CGS, entretien réalisé à Kignan en mai 2024).

Pour d'autres, leurs enfants scolarisés ont un faible rendement scolaire à cause du manque de qualification de leurs enseignants. Ayant constaté la même situation, un conseiller pédagogique dira qu'au sujet du manque de qualification : « Dans les écoles du CAP de Kignan, les classes sont tenues par des enseignants qui n'ont pas bénéficié d'une formation initiale d'enseignant. Les failles sont visibles, et elles constituent des problèmes dans nos écoles » (IO, conseiller pédagogique, entretien réalisé à Kignan en mai 2014).

3. Discussion

Essentiellement orientée vers l'analyse de la prégnance des pratiques sociales, sanitaires et économiques sur la scolarisation des filles en milieu rural au Mali, cette étude est une contribution scientifique à la littérature existante. Les interactions entre le mariage précoce, le problème de gestion des menstrues et l'agriculture et la scolarisation des filles

démontrées dans cette étude sont inédites dans une étude sur l'éducation des filles.

Des études menées au Mali, en France, au Maroc, au Congo et dans beaucoup d'autres pays, ont mis en exergue des facteurs contributeurs au décrochage scolaire des filles. En France, P-Y. Bernard & C. Michaut, 2014, montrent dans leurs études sur « Filles et garçons face au décrochage scolaire » que les échecs scolaires des filles sont dus en grande partie à la pression sociodémographique.

Au Maroc, pour R. Malika (2021), cette pression est imputable à la pauvreté signalée en milieu rural. Et d'après une étude de V. Muderhwa (2022), la pauvreté affecte sensiblement la qualité de l'éducation au Congo. En plus des conditions sociodémographiques défavorables des parents d'élèves, la distance influe sur l'accès à l'école par de nombreux élèves au Mali. S. Loua (2021), dans son étude sur les Contraintes et défis dans l'éducation des filles et femmes, a insisté sur la distance qui sépare l'école des lieux d'habitation.

Même si des efforts ont été faits pour rapprocher les écoles aux apprenants par le développement des infrastructures éducatives au Mali, la distance en termes d'accessibilité demeure une contrainte dans la commune rurale de Kignan. Pour y faire face, deux options sont envisageables : soit de bâtir de nouvelles infrastructures éducatives sur l'autre rive du marigot, soit de construire un pont dans les bassins versants, notamment le marigot. Mais, la contrainte liée à la gestion des menstrues en milieu scolaire reste jusque-là un obstacle au maintien des filles à l'école.

Pour M.-C. Célérier (2005), plusieurs terminologies sont utilisées pour désigner les menstrues. De son terme savant « menstrues ou menstruations », plusieurs terminologies populaires parlent de « règles, de mois, d'ordinaires, de fleurs, de purgations, de lunes, d'affaires » pour désigner le saignement qui survient régulièrement chez la femme entre la puberté et la ménopause M.-C. Célérier (2005). Les menstrues sont des écoulements sanguins chez la femme non enceinte, qui se produisent chaque mois et durent quelques jours (CNTRL 2012).

Beaucoup de filles éprouvent des difficultés à gérer les menstrues. De nombreuses filles se comportent de manière différente durant la période des règles et manquent l'école au cours du « mois » (FORCIER 2018). En République démocratique du Congo, (FORCIER, 2018), réalise que la gestion de l'hygiène menstruelle est une préoccupation majeure pour de nombreuses filles scolarisées qui s'absentent aux cours à cause des menstrues.

L'utilisation des élèves dans les champs est préoccupante dans le monde. Cela attire l'attention des institutions internationales, comme le Bureau international du travail (BIT), sur l'emploi des enfants dans les champs. En effet, une étude du BIT conduite B. Schlemmer (2005) mentionne que la place de l'enfant est à l'école et non dans les champs, autrement dit que le travail n'est pas l'affaire des enfants. Malgré tout, le nombre d'enfants travailleurs, y compris ceux scolarisés, croît incessamment dans le monde, et leurs droits à l'éducation sont bafoués (Action éducation 2023). Au Mali, certaines ONG internationales s'adjugent le droit de dénoncer l'utilisation des élèves (filles et garçons) dans le champ, car selon elles, les enfants doivent être libérés du travail et jouir de leurs droits qui est l'accès à une éducation de qualité afin de garantir un avenir meilleur (Studio tamani 2024).

En fin de compte, l'étude révèle les principales pratiques sociales (mariage précoce), sanitaires (problème de gestion des menstrues) et économiques (production agricole par les filles) qui influencent la scolarisation des filles dans la commune rurale de Kignan. Ils ont été évoqués par des auteurs dans divers pays du monde. Ces facteurs sont plus faciles à gérer à travers des initiatives collectives. La gestion des menstrues nécessite une communication entre les filles et leurs mères, et implique les campagnes d'information sur la méthode de l'hygiène menstruelle en milieu scolaire.

Conclusion

L'objectif général visait à comprendre les interactions entre la scolarisation des filles et les pratiques socio-sanitaires et

agricoles dans la Commune rurale de Kignan (Région de Sikasso, Mali). Une triangulation des méthodes qualitatives (recherche documentaire, d'entretiens semi-directifs en individuel et en discussion en groupes focaux) a permis de produire des résultats probants sur les interactions entre la scolarisation des filles et les pratiques socio-sanitaires et agricoles dans la commune rurale de Kignan.

Sur le plan social, la scolarisation des filles est perturbée par le mariage qui, lui-même apparaît comme une sorte d'échange entre les familles. Sur le plan sanitaire, le problème de gestion des menstrues est un obstacle au maintien des filles à l'école. L'accès limité aux informations sur la gestion des menstrues, l'insuffisance de centre de santé et la rétention des informations sur la santé de reproduction sont des facteurs identifiés.

Sur le plan économique, l'agriculture qui est la principale source de revenu pour les populations de la commune emploie les enfants. Cependant, d'autres facteurs encouragent l'utilisation des enfants scolarisés dans les champs. Il s'agit de la situation géographique de certaines écoles de la commune et l'insuffisance de moyens et d'équipements agricole et l'insuffisance d'enseignants qualifiés pour un meilleur encadrement des élèves à l'école.

L'étude conclut qu'un agrégat de facteurs généraux et spécifiques constituent une entrave à la scolarisation des filles dans la Commune rurale de Kignan. Au regard de la similitude d'actions en milieu rural au Mali, d'autres cas pourraient être observés ailleurs, à l'intérieur de la même région. Les pratiques sociales, sanitaires et agricoles qui influent négativement sur la scolarisation des filles sont renforcées par les conditions sociales et économiques des familles.

Bibliographie

Action éducation, 2023, *Lutte contre le travail des enfants : un combat de terrain*, https://action-education.org/lutte-contre-le-travail-des-enfants-terrain/?utm_source=sans-appel&utm_medium=email&utm_campaign=JIT2023 (accès le 10 17, 2024).

AFP, 2012, *Mali, promulgation du Code de la famille révisé*, <https://www.jeuneafrique.com/152890/politique/mali-promulgation-du-code-de-la-famille-r-vis/> (accès le 10 11, 2024).

Azoulay, Audrey, 2023, *UNESCO, le nombre d'enfants non scolarisés dans le monde augmente de 6 millions*, <https://www.unesco.org/fr/articles/unesco-le-nombre-denfants-non-scolarises-dans-le-monde-augmente-de-6-millions> (accès le 10 11, 2024).

Bernard, Pierre-Yves, et Christophe Michaut, 2014, « Filles et garçons face au décrochage scolaire », Symposium "*Ecole des filles, école des femmes (en France)*", Lyon, p. 1-12.

BICE, 2022, *Droit à l'éducation, Lutter contre la déscolarisation au Mali*, <https://bice.org/fr/droit-a-leducation-lutter-contre-la-descolarisation-au-mali/> (accès le 12 11, 2024).

Célérier, Marie-Claire, 2005, «Le sang menstruel.» *Champ psychosomatique*, p. 25-37.

CNTRL. CNTRL. 2012. <https://www.cnrtl.fr/definition/menstrues//1>.

Commissariat à la sécurité alimentaire, 2005, « Plan de sécurité alimentaire commune rurale de Kignan », p. 10.

Coulibaly, Juliette, 2022, *Plus de 65% des filles scolarisées n'achèvent pas le second cycle au Mali*, <https://www.studiotamani.org/117377-plus-de-65-des-filles-scolarisees-nachevent-pas-le-second-cycle-au-mali> (accès le 10 11, 2024).

EDSM VI, 2018, *Mali: Enquête Démographique et de Santé. Rapport d'enquête*, Bamako, INSTAT.

FORCIER, 2018, « Étude sur la gestion de l'hygiène menstruelle dans une zone d'intervention du programme

national Ecole et village assainis en République démocratique du Congo-Pratiques, perceptions et barrières », p. 143.

Groupe de suivi budgétaire, 2022, « Etude d'analyse budgétaire des budgets des cercles et des communes sur la nutrition et le WASH », Rapport d'étude, Bamako, 55.

Loua, Seydou, 2021, « School dropout of young girls in Mali: constraints and challenges », *JoQiE*, pp. 231-246.

—2018, « État des lieux de l'éducation des filles et des femmes au Mali : contraintes et défis », *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, 9, pp. 103-113.

—2021, « Décrochage scolaire des jeunes filles au Mali: contraintes et défis », *The Journal of Quality in Education*, 5, pp. 231-246.

Malika, Rafiq, « Les retombées de la pauvreté sur la scolarisation des jeunes filles marocaines dans le monde rural », dans *Abandon scolaire précoce dans les zones marginalisées*, de Aïcha EL Alaoui, Abdennasser Naji, Naïcker Sigamoney, Aaron Benavot et Ambilika Dogra, 2021, CNRST, pp. 125-140.

Muderhwa, Vincent, 2022, *La qualité de l'éducation au Congo-Kinshasa : Études empiriques*, Paris, L'Harmattan.

ONU FEMMES, 2022, *Mise en œuvre des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies relatives au Programme pour les femmes, la paix et la sécurité en Afrique*. Williamsburg: Institut de formation aux opérations de paix (POTI), p. 43.

Satter, Sanjida, 2024, *Recherche analytique : Qu'est-ce que c'est, importance + exemples*.
<https://www.questionpro.com/blog/fr/recherche-analytique/> (accès le 10 14, 2024).

Schlemmer, Bernard, 2005, « Le BIT, la mesure du "travail des enfants et la question de la scolarisation.» *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, pp. 229-248.

Studio tamani, 2024, *Lutte contre le travail d'enfants, un combat de longue haleine*, <https://www.studiotamani.org/168428-lutte-contre-le-travail-denfants-un-combat-de-longue-haleine> (accès le 11 02, 2024).

World Vision, 2024, « Le respect des droits des filles », *World Vision France*, 2023, <https://www.worldvision.fr/le-respect-des-droits-des-filles/> (accès le 12 11, 2024).

Table des matières

Les dimensions socio-foncière et environnementale de la marchandisation des ressources foncières dans la commune rurale de Koubri ... ILBOUDO Paul, SANGARÉ Oumar .25	
Réparation des pertes de substances maxillo-faciales par lambeaux au CHU Yalgado OUÉDRAOGO... BAZAME Clovis, MILLOGO Mathieu, SALISSOU SOULEYMANE Tandja, IDANI Motandi, ZANGO Adama, BADINI Ahmed Patrick, KONSEM Tarcissus.....55	
« L'étrange mort de Donji » d'Issouf Coulibaly, entre récit de magie et récit magique ... KANTAGBA Adamou, BADO Ali, COULIBALY Issouf.....69	
Apport des systèmes d'information géographique (SIG) à l'optimisation de la mobilisation des ressources non fiscales dans la Commune des Lacs 1 au Togo ... KOKOU Kokouvi Azoko.....83	
La qualité de l'enseignement au secondaire à l'épreuve de l'exécution des volumes horaires statutaires dans la province du Bazèga... BÉOGO Joseph.....107	
Une analyse more geometrico de l'affect et de l'idée de perfection chez Spinoza : une thérapeutique de la servitude... SAMA François.....129	
Crise sécuritaire et pratique du journalisme au Nord du Burkina Faso : des entraves au traitement de l'information par la Radio de l'Amitié (Ouahigouya) et la Radio Zama FM (Kaya)... BEBANE Issa, Doumi Mohamed ZAN KARAMBIRI153	
L'éthique du corps humain à l'ère des mutations technologiques : enjeux identitaires, sociaux et philosophiques ... SAMAKE Thérèse.....169	
L'effet de l'utilisation de la vidéo sur la compréhension des élèves du primaire au Burkina Faso OUÉDRAOGO ... Boureima Djibril.....195	

Les intellectuels et les transitions politiques en Afrique de l’Ouest francophone : enjeux de leur participation à partir du cas burkinabè de 2014 ... SANGARÉ Salifou.....	225
MOOC et formation professionnelle au Mali : vers une alternative gratuite et accessible à tous ... GUINDO Assama, TRAORE Daouda, COULIBALY Demba	277
Noufou Ouédraogo, le premier batikié du Burkina Faso ... SANDWIDI Hyacinthe	295
Sécurité et insécurité du bilinguisme dans la ville de Dédougou : entre fermeture et transformation en école classique ... DAÏLA Béli Mathieu.....	315
Inégalités sociodémographiques liées à la connaissance du dispositif d’enregistrement des décès à Ouagadougou ... COMPAORÉ Yacouba, LANKOANDÉ Yempabou Bruno, OUILI Idrissa, OUATTARA Karim, DIANOU Kassoum.....	331
Les enfants et la vie dans la rue : un phénomène de société répandu en Afrique ... FONDO Drahmane	357
Urbanisation et économie circulaire : le rôle des petits métiers urbains (Bénin) ... CHABI Moïse, DAOUDA Lamatou.....	371
Du démonstratif à la stratégie discursive de Césaire ... MONGLOU Beuh Ambroise.....	395
Esthétique et fonctions de la poéticité dans le discours du poète traditionnel Djimini Kamélé Moussa : entre oralité, identité culturelle et création littéraire ... FOFANA Daouda	415
L’approche éducative de Cheikh Ibrahima Niasse dans l’ascension méditative des soufis ... NIANE Babacar, NDIAYE Saliou.....	429
Pratiques de GRH et performance au travail du personnel administratif de la Faculté des Sciences de la Santé (FSS) du Bénin ... Dognon Lucien BATCHO, Brahima ZIO & T. A. Germaine ESSEGNON	453

La rivière comme espace symbolique et transgressif dans *Le Mal de peau* de Monique Ilboudo ... TIBIRI Dieudonné, BADIEL Roland479

Scolarisation des filles au prisme des pratiques socio-sanitaires et agricoles dans la commune rurale de Kignan (région de Sikasso, Mali)503

Guerre juste et paix durable en Afrique... NAPAKOU Bantchin, NOUWODOU Sokemawu517